

Grèce : Zeus aveugle ceux qu'il veut perdre.

Posté le : 15 juin 2015 11:45 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Tout est bancal dans l'affaire grecque.

Première anomalie : que vient faire le président de l'Union Européenne dans toute cette affaire ? Les traités ne disent rien sur son rôle dans la gestion du surendettement des pays membres.

Seconde anomalie : s'agissant d'un pays de la zone Euro, où des règles existent qui interdisent à un Etat de dépasser 60% d'endettement public et 3% de déficits budgétaires, règles qui sont violées par certains membres importants et depuis longtemps, où sont les instances de régulation spécifiques de la zone Euro ? Cette anomalie explique la première.

Troisième anomalie : que vient faire le FMI dans cette galère ? Il est destiné à aider un pays en manque de devises pour lui permettre de retrouver sa place dans le commerce international. A l'intérieur de la zone Euro, il n'a pas réellement de rôle institutionnel.

Quatrième anomalie : les traités interdisent à la BCE d'aider les Etats et la banque centrale est sur-engagée vis-à-vis de la Grèce. Et elle est le principal acteur dans le bras de fer en cours. Ses émissions de monnaie sans limite permettent à la fois de parer les conséquences d'une sortie de la Grèce et de déclencher une chute successive de dominos, et de menacer de ruiner en un instant les banques grecques.

Du fait de cette création monétaire illimitée, les intervenants dans les médias surjouent inlassablement de l'idée qu'un Grexit ne serait finalement pas important. Cela ressemble aux communiqués de guerre qui expliquent les défaites par des retraites stratégiques hautement pensées par le commandement, avant la magnifique contre offensive.

En un mot on nous explique que la BCE serait capable de sauver sans difficulté les 98% de la zone Euro en laissant tomber les 2% que représente la Grèce.

Pauvres Grecs qui ne savent plus où ils sont. Ils ont vidés leurs comptes en banque pour sécuriser leur épargne ailleurs.

Le secteur public grec, organisé autour de familles, de clans, de villages, s'était gobergé d'une façon ridicule ; il s'aperçoit soudain qu'il dépend de l'économie la plus basique. Il a pris le pouvoir politique avec Tsipras. Mais ce dernier ne peut plus le payer. Alors il pense tous à ruiner les créanciers. Qu'importe la faillite pourvu qu'on ait l'ivresse publique ! Toput rapport avec la situation française ne saurait être qu'une coïncidence !

Les plus sages des Grecs savent qu'ils ont été trop loin et qu'on les emmène n'importe où. Quand les bornes sont passées, il n'y a plus de limites. Tous les talents qui le peuvent partent ou sont partis. Le petit commerce fait le dos rond et attend les touristes en résistant au fisc. Les immigrants clandestins arrivent en masse. Les tensions montent.

L'interdiction d'interdire tous les mouvements d'hommes, de marchandises et de capitaux rend tout incontrôlable. Le non voulu et le non souhaitable l'emportent sans freins. Le gouvernement grec est impuissant. En plus il a le front bas. Michel Jobert prétendait qu'un ministre des affaires

étrangères ne choisissant pas ses interlocuteurs, il fallait qu'il s'attende à dialoguer avec de tristes figures . Il devait penser à Tsipras et Varouflakis, petites frappes politiciennes dignes du Kosovo ou de l'Albanie.

Le plus grotesque est la prétention de Varouflakis de mettre ses connaissances en théorie des jeux au service d'un chantage qu'il pense réussir. Il n'a pas compris que ses propos de voyous n'ont rien à voir avec la théorie des jeux et beaucoup avec la forfanterie du débile.

Si la Grèce sort de l'Euro, la zone euro sera réellement menacée. Le Portugal et surtout l'Espagne et la France passeront en première ligne. Le risque est désormais réel à court terme. Le projet européen tout entier sera en grand danger d'effilochage généralisé. La BCE a certainement solidifié le jeu de dominos mais tout cela est tellement hors normes et artificiel que la solidité à moyen terme est loin d'être acquise. Oui, Tsipras et ses androïds peuvent nuire sérieusement à la zone Euro. Mais pas au point qu'un chantage extrémiste puisse réussir. On est dans la théorie des jeux de c...

Ce n'est pas comme cela qu'il fallait s'y prendre. La Grèce avait de quoi présenter un solide dossier sur les dommages créés par l'organisation défectueuse de la zone Euro et les principes ineptes et dangereux de sa conception. Lui avoir imposé la perte de 25% de son PIB est à charge de l'Eurozone. Il lui appartenait de faire valoir cette défaillance et de trouver, en Europe, des soutiens pour un changement radical d'organisation. Le chantage et les postures politiciennes extrêmes n'étaient pas nécessaires. Rappelons qu'en 2011, il fallait 40 milliards pour « sauver la Grèce ». Et maintenant la BCE émet plus de 1.000 milliards d'Euros pour sauver l'Eurozone de la Grèce... La débilité n'est pas qu'à Athènes.

Une occasion de rappeler certains principes :

- On ne gère pas une zone de monnaie unique entre Etats nominalement souverains avec seulement des règles juridiques malthusiennes. Il faut une instance spécifique de coordination. Un chancelier de la zone Euro.
- Une banque centrale ne peut pas être laissée seule à gérer la politique monétaire qui dépend de l'autorité politique. Si cette autorité n'existe pas et si la banque centrale n'a qu'un objectif de stabilité des prix, tout le monde finit par manger son chapeau et violer tous les traités.
- La liberté des mouvements de capitaux, de marchandises et de personnes doit toujours être canalisée pendant les périodes de crise.
- Les instances européennes ont été conçues comme des organes hostiles aux Etats. Elles récoltent désormais la monnaie de leur pièce : des petits Etats mal gérés qui leur sont hostiles et font du chantage. L'hostilité aux Etats finit toujours par tourner à l'hostilité entre les peuples. Si l'Euro conduit à gérer les crises en effondrant les économies nationales, les peuples n'en voudront plus.
- Le schéma rooseveltien puis, plus généralement américain, d'une Europe de nains où les anciennes grandes puissances seraient démantelées et phagocytées dans un ensemble de petits pays affidés, aboutit à une impasse. Surtout quand les nains sont malades.
- Le FMI était là pour aider, en système de changes fixes et révisables par concertation, les pays en difficulté à rejoindre le peloton sans entrer en récession ouverte. Il n'a plus aujourd'hui qu'un rôle de technicien de la camisole de force, ridicule et inefficace. Comme déjà en Argentine.

Le désordre intellectuel associé au n'importe quoi institutionnel, pavé de bons sentiments à l'intérieur et borné par les mauvaises intentions des autres à l'extérieur, ne conduit jamais au bonheur des peuples.

Toute la pensée économique depuis 1929 était d'éviter les dépressions économiques et voilà que la Grèce a perdu 25% de son PIB ! En attendant encore mieux des fronts bas qui dirigent actuellement le pays.

Une horreur ? Oui ! Mais surtout un scandale. On ne peut pas continuer à saccager la prospérité en se contentant d'expédients gérés par des organisations bancales ou dévoyées, laissant les peuples meurtris à la merci de mesures à l'emporte pièce et de baratineurs enivrés par leur propre nullité.

Européisme (Juncker) et gauchardisme (Tsipras) sont face à face. Deux vides arrogants s'attirent et se répulsent. Ils sont les deux noms d'un même désastre.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile